

18^{FR.}
PAR AN.

LE RÉPUBLICAIN

JOURNAL DE LYON.

5^{CENT.}
LE NUMÉRO.

ABONNEMENTS.

	Lyons.	Rhône.	Dép.
Un an	18	24	30
Six mois . . .	9	12	15
Trois mois . .	4 50	6	7 50

ON S'ABONNE

A LYON, rue Centrale, 3.
A PARIS, chez LEBLANC et Comp., rue Notre-Dame-des-Victoires.
BUREAUX, rue Centrale, 3.

RÉDACTION.

Les communications concernant la rédaction doivent être adressées au citoyen GRUNAND.
Toutes lettres et paquets non affranchis sont expressément refusés.

ADMINISTRATION.

Tout ce qui concerne l'administration doit être adressé au citoyen BUREL, gérant.
(Affranchir.)

ANNONCES.

Le Prix des Annonces est de 5 cent. la ligne.
Le Prix des Réclames est de 50 cent. la ligne.
Les annonces concernant les associations ouvrières, seront insérées gratis.

Ce soir, lundi, réunion chez Sanaoze, à sept heures et demie pour compte rendu des opérations financières du *Républicain*.

Lyon, 4 Juin.

Nous avons dit, avant-hier, qu'il conviendrait d'abord de déterminer quelques points sur lesquels l'attention publique se porterait, et dont on chercherait d'abord à faire la conquête. Cette mesure aurait pour avantage de réunir tous les efforts sur un même point de la société capitaliste, et de rallier, sous l'empire d'une action commune, bien des imaginations divergentes, soldats indisciplinés qui manœuvrent à leur guise, et deviennent souvent des auxiliaires embarrassants : au moment de tirer sur l'ennemi, on aperçoit un frère au bout de sa plume. Toutes ces troupes légères mises au pas et lancées contre les abus devraient emporter la place ou tout au moins faire brèche à cette citadelle des abus et des privilèges.

Nous savons bien que toutes les intelligences, que toutes les convictions ne suivent pas le même sentier sur le chemin de l'avenir, que beaucoup même n'ont entrevu la réforme démocratique et sociale qu'à travers le prisme de leur éducation et de leurs préjugés ; que d'autres, qui nous avaient combattu jusqu'à ce jour sous prétexte de se tenir dans les limites du possible, sont aussi venus dans nos rangs à l'effet d'embarrasser la marche de la colonne ; réformateurs myopes qui ne voient que ce qui est à leurs pieds, et voudraient s'arrêter à effeuiller les marguerites du chemin pour consulter l'avenir ; car ce qui les effraie surtout c'est l'inconnu, c'est ce que leur intelligence n'a pu comprendre.

Le soleil de la Révolution leur blesse la vue. C'est pour ceux-là surtout qu'il convient de définir quelques chose, sans préjudice de toutes autres améliorations ultérieures ou simultanées.

Quand nous demandons de fixer deux ou trois points seulement, nous ne sommes pas suspects de vouloir borner la Révolution, nous qui avons toujours demandé la réforme complète, radicale, de toutes les institutions sociales, sans exception, parce que toutes sont frappées d'un vice originel, l'inégalité, la violence, et que, dans notre idéal, nous avons entrevu, dans toute sa splendeur, la société future, la société égalitaire, libre et fraternelle.

Nous voulons au contraire voir les forces révolutionnaires se masser, afin d'activer la solution d'une réforme. Les campagnes attendent avec impatience que l'on ait fait quelques choses.

Le chancre le plus actif qui les ronge c'est l'usure, c'est du reste une des clefs de voûte du vieil édifice, il faut à tout

prix enlever cette clef ; le reste ira tout seul.

C'est donc d'abord par les questions de finances que nous devons aborder l'ennemi, c'est par ce côté faible que le privilège tombera.

Non pas que nous soyons de ceux qui voient toute la révolution dans une question de tenue de livres.

La Révolution plane de plus haut, et son soleil généreux échauffe le cœur autant qu'il éclaire le raisonnement.

Mais il y a dans les questions de finance quelque chose qui saisit immédiatement les esprits les plus vulgaires et qui les rallie justement parce qu'ils n'ont pas réfléchi au-delà.

C'est donc pour cela que je crois qu'il appartient au parti démocratique, ce grand parti de l'ordre, puisqu'il veut la satisfaction de tous les besoins légitimes, de prendre l'initiative des améliorations à proposer.

Entre toutes les mesures transitoires, nous proposerions l'établissement d'une Banque hypothécaire prêtant gratuitement, où à peu près moyennant un demi pour cent pour les frais d'exploitation.

Les éléments de cette nouvelle administration sont tous trouvés.

Les percepteurs suffiraient à la besogne. Lorsqu'un propriétaire voudrait emprunter, il en ferait la déclaration au bureau de perception et un titre lui serait délivré, ce titre parfaitement garanti par la propriété qu'il représenterait, serait délivré moyennant une prime d'un pour cent par an.

La Banque de France, devenue Banque nationale, accepterait ces titres et les échangerait contre des bons au porteur moyennant un escompte une fois payé.

La mise en pratique de cette idée, sur laquelle nous reviendrons, résoudrait la gratuité du crédit, du moins quant aux propriétaires.

Reste la question du prolétariat dans les villes et dans les campagnes, celle-là doit se résoudre par une autre méthode et à un autre point de vue.

Nous sommes ici en face d'un droit... Il faut lui donner satisfaction.

Composition du nouveau ministère :

MM. Odilon Barrot, ministre de la justice, président du conseil ;
de Tocqueville, affaires étrangères ;
de Falloux, instruction publique ;
Dufaure, intérieur ;
Lanjuinais, commerce ;
Lacroix, travaux publics ;
Général Rulhières, guerre ;
de Tracy, marine ;
Hippolyte Passy, finances.

Vieux habits, vieux galons, vieux ministres, rien n'est

changé. Couleurs Cavaignac et Louis Bonaparte, l'état de siège et le 29 janvier, les déportations et la guillotine. Ce ministère représente la fusion de tout ce qui a perdu la révolution en attendant qu'il se perde lui-même.

Situation.

Quelle va être l'attitude de la partie socialiste de l'Assemblée devant le parti pris de la majorité ? Que fera le pays quand il sera bien convaincu que l'esprit de la Constitution ne viendra pas vivifier la lettre de la loi, lorsqu'il aura vu échouer devant une résistance systématique toutes les espérances qu'il avait conçues toutes les réformes qu'il avait comprises et sanctionnées ?

Les élections dernières ont prouvé que le tiers du pays avait le sentiment des besoins nouveaux que le progrès a créés et que la révolution de Février a consacrés par une forme nouvelle du pouvoir. Pour la majorité des deux autres tiers, si elle n'est pas socialiste et si elle ne comprend pas encore tous les avantages qu'une meilleure distribution des activités et des forces du pays peut lui assurer, elle sait fort bien qu'elle souffre. En votant, elle a donné, avec plus ou moins de discernement, mandat à ses représentants d'apporter un remède à ses maux. Il n'est pas jusqu'à la classe privilégiée qui n'attende d'eux la sécurité et la paix. Si la majorité de la représentation, hostile à toute modification dans l'assise de l'impôt, à toute régularisation de l'industrie et du commerce, à toute centralisation du crédit, oppose sa force d'inertie à toutes les propositions radicales qui lui seront faites par la science nouvelle, qu'elle n'espère pas être suivie par les populations qui ne peuvent se soustraire à l'évidence de leurs maux.

Corrompre l'opinion publique, fausser, à force d'intrigues et de fraudes l'expression du suffrage universel, abaisser le sentiment national, détruire la religion des traditions glorieuses du pays, flétrir tous les élans généreux sous prétexte qu'ils n'ont qu'une place perturbatrice dans la série des mouvements sociaux, sont des moyens négatifs qu'on ne peut avouer qu'aux fidèles et qui n'offrent plus de garantie sérieuse pour ceux-là même qui en sont les complices. Tout cela n'est pas gouverner, c'est vivre au jour le jour, reculer le jour des terribles échéances et non point acquitter la dette du gouvernement envers la société.

Tous les esprits sérieux que la possession du pouvoir et l'ivresse du commandement n'étourdissent pas songent avec effroi aux effroyables conséquences de ces stériles entraves, de ces stupides illusions ; mais leurs avertissements semblent l'importante plainte d'esprits moroses, l'injuste critique d'ambitions déçues. La *Presse*, la *Liberté*, sonnent vainement la cloche d'alarme : leurs accents sont suspectés comme les nôtres. Un vertige emporte le navire du vieux monde, et ses pi-

Feuilleton du RÉPUBLICAIN, du 5 Juin.

MAURICE LE SCULPTEUR.

HISTOIRE DE LA VIE D'ARTISTE.

(Suite. — Voir le numéro du 4 juin.)

III.

M. Houchard n'avait que trop raison. Bien que Maurice ne fût pas sans mérite, il ne lui avait pas été possible de surmonter en si peu de temps les obstacles qui s'opposaient à la réalisation de ses espérances. L'art est un champ aride qui demande à être cultivé longtemps avec des sueurs, avec des larmes, quelquefois même avec du sang. L'homme qui se voue à ce pénible labeur ressemble un peu à Achille, qui, avant de devenir fort, dut se nourrir de la moelle des lions et des ours dans l'antre du Centaure. On vit dix ans de privations, tenant pour un régal de prince la flûte qu'on trempe dans un sou de lait ; on essuie les refus humiliants du jury ou les conseils hébétés des amateurs ; on s'immole avec sa pensée pour unique compagne, on médite, on répand dans ses œuvres la partie la plus vive de son cœur, on se rive au travail comme un forçat n'est pas rivi à la chaîne du bagne ; et au bout du compte, si l'on arrive un jour à la célébrité et à la fortune, on découvre qu'on est devenu vieux avant l'âge et qu'il n'est plus temps de jouir de l'une ni de l'autre.

Maurice n'en était pas là sans doute ; il n'avait pas cessé d'être jeune, il se sentait toujours plein de fougue, à peu près à la tâche ; mais le succès obéit à des lois fixes, il ne marche que d'un pas tardif. On ne vit donc point paraître le jeune homme à Roseville, comme il l'avait annoncé en partant.

— Je savais bien que le sculpteur ne reviendrait pas, disait M. Houchard en se frottant les mains de contentement. Il n'y a que moi au monde pour trouver des stratagèmes accommodants.

Ainsi me voilà aujourd'hui dégagée de ma promesse.

Laurence demanda encore un sursis. On avait reçu à Besançon des lettres attestant que si l'artiste n'avait pas encore triomphé il était du moins en voie de réussir. Fidèle aux premières sympathies de son cœur, la jeune fille insista pour un délai ; — Maurice pouvait venir d'un moment à l'autre ; — il ne fallait qu'une bonne occasion pour le mettre à même de représenter convenablement sa demande en mariage ; — Une année était bien peu de chose lorsqu'il s'agissait de mettre de côté une somme si considérable, etc., etc.

A ces arguments, qui ne manquaient ni de justesse ni de solidité, M. Houchard répondait le plus souvent par son gros éclat de rire.

— Ma chère enfant, reprenait-il en s'adressant à sa fille, je serais désolé de voir que tu te misses la tête à l'envers pour ce tailleur de pierres. Mais comme il ne faut pas qu'une fille de famille soit prise au dépourvu, nous te chercherons sur-le-champ un mari. En attendant, n'aie aucune crainte ; la Franche-Comté tout entière sait que la poule aux œufs d'or a pondu sous notre toit ; les galants ne te manqueront pas.

Loin de consoler Laurence, ces paroles sordides, accompagnées de l'éternel éclat de rire, ne firent que redoubler l'attachement qu'elle avait voué à Maurice. En dépit des codes, l'amour s'accommodait très mal des froids calculs de l'intérêt. Si l'artiste était pauvre, Laurence voyait dans son indigence une raison de plus pour qu'il fût aimé.

— Dans tous les cas, pensait-elle, je suis assez riche pour deux.

M. Houchard la laissait dire.

— J'en reviens toujours à mes moutons, poursuivait-il. Pour t'aider à quitter ces idées folles, nous te chercherons un bon parti.

Le lendemain même de cette conversation, on apprit à Laurence qu'elle était demandée en mariage par M. Barbeau, le maire de la commune.

M. Barbeau n'est pas un personnage précisément nouveau

pour nous. Il en a été question au commencement de ce récit. On se rappelle sans doute ce gros homme à besicles, trottant sur deux petites jambes torses. Avocat de village, il n'aurait pas eu grand peine à devenir l'autorité la plus importante du canton. Mais la plus grande part de son influence revenait de droit à sa fortune, qui était considérable. M. Houchard lui-même, quelque riche qu'il fût, était obligé de baisser pavillon devant lui. Aussi ne se sentit-il pas de joie lorsqu'il reçut une lettre par laquelle M. le maire l'instruisait de la prétention qu'il élevait de devenir son gendre. M. Barbeau avait déjà été marié. Des bruits malveillants voulaient même qu'il n'eût pas fait autrefois trop bon ménage ; on parlait tout bas de mauvais traitements infligés à sa femme ; mais ces rumeurs s'étaient sensiblement assoupies depuis le veuvage.

Il faudrait imaginer une langue nouvelle, entièrement composée de sanglots et de points d'exclamation, pour exprimer la douleur que Laurence témoigna de la nouvelle qu'on venait de lui apprendre.

— Mon père, disait-elle, suppliez M. Barbeau de chercher ailleurs ; je vous proteste que je n'aimerais jamais cet homme-là.

— Ma fille, il te donnera plus de dentelles que ma meilleure paire de bœufs n'en pourrait porter.

— Il est gros, court, déjà vieux, froid, bizarre.

— Qu'importe ? il a les plus beaux domaines du Jura.

— On le dit jaloux et d'une humeur peu supportable.

— Il possède deux châteaux.

— Tout le monde s'accorde à penser qu'il n'est pas fait pour rendre une femme heureuse.

— Pour le coup, c'est une calomnie noire. Comment ne pas rendre une femme heureuse quand on a cinquante mille francs de revenu ?

Laurence vit alors qu'il n'y avait plus à opposer que la force d'inertie. Elle laissa tomber sa belle tête entre ses mains et se mit à pleurer amèrement.

lotes défont les orages avec l'entêtement de l'égoïsme et de l'ignorance. Il faut que ce soit nous, socialistes, qui prenions souci des trésors que le passé a chargés sur son bord, et redoutions pour ses richesses les périls du naufrage.

On nous accuse de vouloir détruire la famille et la propriété, et toutes nos études n'ont pour but que d'enlever la famille et la propriété aux exploitations infâmes qui ont fait dire que la propriété était un vol et le mariage une prostitution légale.

En déterminant la possession légitime, en définissant la juste appropriation qui répond aux besoins de l'humanité et aux efforts qu'il fait pour doter la société des fruits de son travail, nous avons établi le droit de propriété sur sa véritable base. En recherchant le moyen de l'étendre à tous afin d'intéresser tous les efforts à son accroissement et à sa conservation, en remédiant au morcellement qui s'oppose aux économies des grandes exploitations, le socialisme s'est montré le véritable défenseur et le seul conservateur intelligent du droit de propriété. Il l'a transformé afin qu'il fût d'accord avec les progrès des idées et que sa constitution étroite ne l'exposât pas à être brisé par les développements de la société.

Le socialisme s'est surtout appliqué à féconder la propriété, afin d'augmenter la richesse et le bien-être de tous. Il a voulu détruire les privilèges qui font des propriétaires une classe isolée afin de préserver ceux-ci des haines qui poursuivent toutes les castes favorisées au milieu de la détresse générale.

Les socialistes n'ont jamais entendu partager la fortune publique et les revenus des capitalistes; ils ne veulent et ne peuvent vouloir une pauvreté générale, une misère universelle; ils ne veulent point remonter aux sources pures où impares de ces richesses; mais ils prétendent que la distribution du crédit qu'elles représentent ne doit pas être abandonnée à l'arbitraire des riches et que ceux-ci ne doivent pas détenir dans leurs mains et concéder au plus offrant les instruments du travail. Ils prétendent que le pouvoir social ne peut tolérer que l'oisiveté rançonne la production. S'il est juste, s'il est nécessaire que l'homme ait la libre disposition des produits de son travail; il est souverainement odieux qu'il étienne à jamais ses épargnes et que les droits de la mort viennent paralyser les développements de la vie.

Quant à la constitution de la famille il suffit aujourd'hui de constater les innombrables procès qu'elle engendre, les désordres, qu'elle trahit chaque jour et surtout la dévolante dégradation des types, la perpétuation des horribles maladies, l'abatardissement moral et physique, d'une partie des populations et l'hypocrisie des mœurs pour comprendre combien d'investigations, d'études et de réformes elle réclame.

Toutes les créations, toutes les fonctions de l'univers et de la société sont soumises à la loi de progrès et de développement, nul n'osera le contester, excepté les malthusiens cyniques (et ceux-là sont peu nombreux). Nous, socialistes, nous pouvons donc à juste titre, nous intituler les conservateurs de la société puisque nous sommes ses réformateurs et que nous obéissons à cette loi suprême de toute la création : *conserver en transformant*.

Il faut donc que dès les premiers actes de l'Assemblée législative, les hommes de cœur que n'aveugle pas l'esprit de parti soient mis en demeure de se rallier à la portion qui représente par excellence le mouvement des idées, afin que l'intelligence et la vérité ne viennent pas se briser inutilement devant la prétendue raison du nombre.

Il faut qu'après avoir montré par une grande sagesse dans la tenue l'irrévocabilité et la sincérité de ses convictions, la netteté de ses vues et la justice de ses prétentions, la minorité en appelle au pays, de son impuissance à faire le bien et donne par une démission en masse avis aux douze millions de citoyens qui l'ont élue, que leurs vœux, leurs intérêts n'ont été d'aucun poids dans la balance des destinées françaises.

IV.

La même scène d'angoisses qui commence cette histoire se reproduit, à un mois de là, non plus dans le joli village de Roseville, mais à Paris. Au lieu du petit messager à âne, on guettait, du haut d'une terrasse de la rue Pigalle, ce facteur de la peste aux lettres si propre, si lest, si agile, sous son frac bleu à collet rouge. Il arriva à la fin et Maurice lui cria du haut de son atelier :

— Avez-vous une lettre pour le sculpteur du cinquième ?

— Oui, Monsieur, répondit l'homme à la boîte de fer-blanc.

En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, le questionneur fut au bas de l'escalier.

— Donnez vite, ajouta-t-il.

« Mais tout en prononçant ces mots : « Donnez vite. » il hésitait à se saisir de la missive; on aurait pu voir ses doigts trembler. Notre artiste paraissait ne pouvoir se résoudre à dévoiler le mystère qu'apportait cette lettre timbrée de Roseville. Il regarda la suscription; c'était l'écriture de Laurence. Eperdu, hors de lui, il remonta à sa terrasse, le cœur battant, les yeux fixes.

Mais à peine eut-il franchi le seuil de l'atelier que la lettre, qui n'avait plus de témoins à craindre, était enfin décachée.

Voici ce qu'il y trouva :

« Toute résistance a été inutile, Maurice, la volonté de mes parents l'a emporté sur mes répugnances et sur mes larmes. « Mon père lui-même, mon père tout le premier m'a traitée de folle quand j'ai ouvert la bouche pour parler de vous et du prix qu'attendent vos sacrifices et vos travaux.

« Non, Mademoiselle, non, il n'en sera rien, m'a dit mon père. Je ne vous donnerai jamais à cet écrivain; le maire de cette commune, homme riche et bien posé, sera bien mieux votre fait. Toutes les formalités légales sont accomplies, préparez-vous à devenir sa femme au premier jour. »

PHILIBERT AUDEBRAND.

La suite à un prochain numéro.

Nul doute pour nous, qu'alors la majorité de la nation ne recuse la complicité de cette résistance rétrograde et ne la brise sous sa puissante main.

E. H.

Correspondance spéciale.

Paris, 2 juin 1849.

La capitale est parfaitement calme à la surface; il n'en est pas de même dans le fond. Les citoyens de toutes classes sont en proie à une vive inquiétude. La majorité royaliste de la chambre paraît décidée à cueillir les fruits de la victoire électorale, achetée par toutes sortes d'intrigues; de son côté, la Montagne est résolue. Composée d'hommes énergiques, forts de l'appui du pays, ils ne laisseront pas avilir dans leurs mains le dépôt sacré de la République démocratique et sociale.

L'attitude ferme des Montagnards a jeté l'effroi dans les hautes régions; on n'ose rien faire à l'Élysée; la composition d'un ministère selon le cœur de Louis Bonaparte, devient impossible; on n'ose plus tenter le coup d'état, craignant qu'il ait une issue contraire à celle que l'on désire. Cependant, s'il faut en croire les personnes bien informées, cette situation ne peut se prolonger longtemps, une crise est imminente.

On parle ici de la formation d'un club par la Montagne, à l'instar de celui des Jacobins. Cette idée me paraît fort heureuse; il serait très désirable qu'elle se réalisât. Jamais l'ancienne Montagne n'eût acquis l'influence dont elle a été en possession, sans le club des Jacobins; de minorité qu'elle était à la Législative et à la Convention, elle est devenue bientôt majorité. Paralisée dans l'enceinte législative, elle exposait largement ses vues dans le club; elle se montrait au Peuple telle qu'elle était, et le Peuple lui accordait ses sympathies et son concours. C'est ainsi qu'elle a grandi et qu'elle a maîtrisé la situation.

Dans une feuille de Paris, qui s'appelle *Journal du Peuple*, nous ne savons trop pour quoi, — nous trouvons le coup de massette suivant :

LE DRAPEAU ROUGE.

Le fait suivant, dont nous garantissons l'authenticité, se passait dernièrement à Lyon, quartier de la Croix-Rousse.

Un Bouquier, démagogue fougueux, pérorait devant la porte de son état en présence d'une certaine quantité d'ex-voraces et de ventres creux en disponibilité.

La Guillotine occupait, comme de raison, la place d'honneur dans son speech démocratique. On applaudissait avec transport. Jugez combien l'enthousiasme dut grandir encore quand le Démophilène improvisé termina sa harangue par la péroraison que voici :

« Citoyens, s'écria-t-il en saisissant un linge blanc et en le montrant à son auditoire, voyez-vous cette guenille inâme? C'est le drapeau de la réaction. Je vais en faire l'étendard de la révolution démocratique et sociale (et, tout en parlant ainsi, il trempait le linge dans un baquet de sang.) C'est avec le sang impur des aristocrates et des monarchiens que nous teindrons ainsi le véritable drapeau de notre République. »

Qu'en dites-vous ?

Ah ! vous voulez teindre votre drapeau dans le sang, citoyens ! Eh bien, nous nous chargeons, nous, tenez-vous pour dit, de le déteindre dans la boue.

Nous répondrons aux massiers de l'ordre, que cet article n'est que l'aveu de leurs propres intentions.

Quant à l'authenticité qu'ils garantissent, nous, nous leurs disons comme à feu l'Egoïste : VOUS EN AVEZ MENTI !!

Révolution allemande.

Décidément, le czar se joue des princes allemands, comme s'ils étaient de simples hospodars. A voir comme Nicolas se plaît à avilir ses vassaux d'entre le Rhin et la Vistule, on dirait que cet autocrate, plus républicain que notre gouvernement français a entrepris d'extirper radicalement les trente-deux chicots de la royauté qui s'opposent encore à l'avènement de la République allemande.

Si l'on en croit une correspondance de l'*Emancipation belge*, la fameuse note russe annoncée d'abord et démentie ensuite par la *Réforme allemande*, existe bien réellement non pas, il est vrai à l'état officiel, mais à l'état privé, sous forme de lettre de Nicolas à Frédéric-Guillaume.

Après avoir si bien réussi à jeter la discorde entre les cabinets de Berlin, de Munich et de Vienne, justement au moment où l'on s'y attendait le moins, Nicolas profitait de l'embarras du gouvernement prussien pour obtenir, au détriment de l'Allemagne une paix pour le Danemark dont il dicterait lui-même les conditions.

A cet effet, il a adressé une lettre au roi de Prusse dans laquelle il fait entrevoir que les hostilités entre la Russie et la Prusse seraient inévitables, si le roi persistait dans la voie qu'il s'était tracée vis-à-vis du Danemark dans la question allemande.

C'est pour préparer peu à peu les esprits à ce traité honteux que les ministres du citoyen Hohenzollern ont donné ordre au journal qui leur est dévoué de développer la position difficile du cabinet, qui pourrait être forcé de faire quelques concessions, pour éviter une guerre avec la Russie.

Le ministère, effrayé de l'agitation que produisit l'article demandé, révoqua le lendemain la nouvelle que le journal officiel avait donné la veille comme positive.

Cette manœuvre, aussi ridicule que honteuse, prouvera une fois de plus aux Allemands qu'il n'y a pour leur nation de dignité et de sécurité possible que dans la République.

L'âge de l'enfance est désormais passé pour l'Allemagne comme pour la France. Il est plus que temps qu'elle mette enfin de côté trente-deux marionnettes royalistes, qui ne servent qu'à amuser le czar.

Le vicar de l'empire, pressé par le gouvernement prussien de renoncer à sa dignité, s'y refuse opiniâtement. Le ministère actuel de l'empire soutient l'archiduc dans son refus.

L'Assemblée nationale de Francfort a dû discuter une proposition relative à sa translation dans le grand-duché de Bade ou le Palatinat. Elle veut éviter le voisinage des troupes prussiennes dont les avant-postes sont déjà à Hanau.

LETRE D'UN CURÉ A SON ÉVÊQUE.

Monseigneur,

Vous m'avez mandé à l'évêché, et je me suis rendu avec empressement à votre invitation, croyant qu'il s'agissait d'un puissant intérêt re-

ligieux. Mais grande fut mon erreur, car une sévère réprimande m'y attendait. Et cependant, monseigneur, permettez-moi de vous le dire en toute humilité, je ne crois pas avoir commis une infraction aux lois de la religion ni même à celles de la discipline ecclésiastique.

De quoi s'agit-il en effet ? Mes ouailles ont confiance dans leur pasteur, et, quoique je ne me mêle des affaires de ma patrie que pour prier Dieu de faire descendre l'esprit de justice et de charité sur ceux qui dirigent ses destinées, elles viennent parfois à l'humble presbytère me demander conseil sur la manière dont ils remplissent le plus digne des devoirs sacrés que leur impose le régime républicain.

Je ne suis pas de ceux qui mettent leur lumière sous le boisseau, et je dis sincèrement à ces honnêtes cultivateurs ce que me dictent mon simple bon sens et mon amour de l'humanité. Est-ce ma faute si les candidats qui ont le plus de succès à l'évêché sont ceux qui ont recours aux moyens les plus honteux et les plus blâmables.

Moi, ministre d'une religion de vérité, dois-je charger ma conscience d'un gros mensonge et conseiller à mes amis de voter pour des hommes que je méprise et que je crois incapables de faire le bonheur de la France.

Je ne sais que penser, car vous m'avez infligé un blâme sévère pour n'avoir pas voulu le faire. Cependant le Christ qui chassait les marchands du temple n'a jamais eu, que je sache, deux poids et deux mesures. Vous me reprochez d'être républicain, Monseigneur, et moi je m'en fais gloire, car il me semble que la sublime devise : *Liberté, Égalité, Fraternité*, n'est que la traduction des trois vertus théologiques : *Foi, Espérance et Charité*.

Alors je tort d'aimer la République ? A moi, pauvre desservant, qui n'avais qu'un salaire insuffisant comme tous les prêtres de ce monde, elle a accordé un supplément annuel de 400 fr. Ce n'est rien pour vous, monseigneur, qui avez un beau palais et un gros traitement, mais c'est beaucoup pour moi. Vous nous tenez sous la ferule épiscopale; nuit et jour l'interdiction, cette épée de Damoclès est suspendue sur notre tête.

La République bien entendue accorderait au bas clergé, aux véritables travailleurs dans la vigne du Seigneur, l'émancipation ou ce qui revient au même, l'immovibilité. Voilà pourquoi nous ne pouvons avoir les mêmes opinions politiques : Vous exploitez et moi je souffre; vous vous voulez conserver votre puissance et vos appointements, et moi j'espère à un régime de liberté sans laquelle il n'y a pas de dignité humaine. Ausi vous maudissez la République, tandis que moi je lève mes deux mains vers le ciel pour la bénir.

Conséquences de la prise de Bude. — Retraite des Russes et des Autrichiens.

Que vont dire nos feuilles réactionnaires, amies fidèles du czar et de Metternich, en apprenant le nouveau succès des Hongrois ?

Depuis plusieurs jours, les bulletins toujours menteurs des généraux autrichiens nous représentaient les Hongrois reculant sur tous les points, évitant le combat devant l'armée autrichienne, qui reprenait vigoureusement l'offensive; les populations avaient horreur de la République, et les braves hussards eux-mêmes passaient au cri d'*à bas Kossuth!* dans les rangs autrichiens. Enfin, divisés entre eux et prêts à se combattre, les Polonais et les Madgyars qui résistaient encore allaient infailliblement être écrasés par les Russes et les Autrichiens réunis. Encore un pas, et les vainqueurs, passant par Francfort, poussaient leur procession monarchique jusqu'à Paris. Le jeune homme de Froshdorf n'avait plus qu'à remonter sur le trône de ses pères.

Hélas ! comment concilier ces espérances, que l'on croyait déjà presque passées à la réalité, avec les nouvelles qui nous arrivent de Bude ? Oui, de Bude, car cette fois la vieille capitale de la Hongrie est bien entre les mains des Madgyars. Les journaux autrichiens eux-mêmes, ne pouvant plus cacher ce désastre, s'efforcent de l'expliquer de la manière la moins défavorable à leur cause. C'est la garnison italienne qui est la cause de tout le mal : elle a poussé la perfidie jusqu'à jeter des cordes aux Madgyars pour aider ceux-ci à gravir les murailles, et la prise de la forteresse aurait été précédée d'un horrible massacre entre les troupes italiennes et autrichiennes de la garnison.

Un voyageur, arrivé de Pesth, raconte que la prise de Bude a coûté aux Hongrois beaucoup de monde, parce que les assiégés, manquant de munitions, se sont servis, pour tirer, de fer haché en petits morceaux et de pierres, ce qui a fait de grands ravages dans les rangs des assiégeants.

Quelques-uns disent que le général Kentz a été tué; d'autres, qu'il a été sauvé par Georgey, qui aurait fait tout son possible pour adoucir les souffrances du brave commandant. Suivant une autre version, il serait mort dans les bras de ce général madgyar.

La nouvelle de la prise de Bude a produit un effet extraordinaire à Vienne. Une si grande foule se pressait à l'imprimerie de la *Gazette de Vienne* et auprès des marchands qui la distribuent que la police a interdit d'en continuer la publication.

Cette défense éveilla encore plus vivement la curiosité, d'autant plus qu'un grand nombre d'exemplaires se trouvaient déjà entre les mains du public.

Lorsque quelqu'un se mettait à en faire la lecture à haute voix, il avait bientôt autour de lui un cercle d'auditeurs, mais la police confisquait alors le journal.

Il n'est sorte de bruits qui ne courent maintenant à Vienne et dans toute l'Allemagne sur la force toute puissante de l'armée polono-madgyare. L'imagination populaire grandit d'autant plus nos héros du Danube qu'on a voulu les amoindrir. C'est ainsi qu'on évalue leur armée à plus de 400 000 hommes. D'après la *Gazette de Vienne*, Dembinski commande 120 000 hommes échelonnés de Presbourg aux Carpathes. Bem à 60 000 hommes, et les corps de Georgey, Perczel, Rapasy, Rurich sont forts chacun de 40 000 hommes.

Les impériaux ont maintenant très peu d'artillerie, les Hongrois leur en ayant pris la plus grande partie, et possédant, à ce que l'on dit, 6 000 pièces de canon.

A Comorn, la nouvelle de la prise de Bude avait été répandue le 22, par des affiches. L'allégresse des Hongrois de Pesth est au comble.

L'armée impériale, qui s'était avancée jusqu'à quelques lieues de Comorn, s'est retirée subitement sans coup férir, et une partie des troupes russes ont pris en hâte la route de la Pologne, de même qu'une autre partie de cette même armée s'est aussi retirée des frontières de la Transylvanie.

On ne sait pas le motif de cette retraite. On croit seulement que les impériaux n'ont plus pour les secourir que trente mille Russes environ.

Plusieurs milliers d'uniformes russes ont été apportés à Pesth, et les tailleurs de la ville réunis dans une grande salle de bal, les ont transformés en uniformes hongrois.

Il s'est formé à Debreczin des fabriques de draps, d'armes, etc. Une foule d'étrangers approvisionnent les Hongrois de tout ce qu'il faut.

Les Polonais arrivent de tous côtés pour secourir les Hongrois. La plupart des étudiants ont quitté Lemberg, déguisés en paysans, pour se diriger vers la Hongrie.

Le contre-poison royaliste et les sergents.

Quoiqu'en dise monsieur Girardin, les gens de la rue de Poitiers ne sont pas si bêtes qu'on le croit généralement. Ils sont en train de préparer un contre-poison de toute efficacité (sic) contre le mal qu'a fait dans l'armée la nomination par le parti démocratique de Boichot, Rattier et Commissaire.

Le cénacle royaliste ou Cosaque, ce qui aujourd'hui est la même chose, vient de décider qu'aux élections, soit de Paris, soit de Lyon, le parti rétrograde porterait un sous-officier; il y a bien eu quelque opposition de la part des grosses épaulettes du lieu, mais les malins de la boutique ont vite fait comprendre, que pour arriver à leurs fins, il était nécessaire que l'armée les secondât; que ce n'était là, du reste qu'une concession passagère à l'esprit du mal, qui souffrait en ce moment sur l'armée.

Le difficile était de trouver un sergent qui voulût prêter ses galons à cette petite intrigue de confesse. Mais qui cherche trouve, dit le proverbe et avec de l'argent que ne trouve-t-on pas? On a donc trouvé un monsieur sergent major au 49me de ligne, qui il y a quelque temps s'était joint à son colonel pour publier dans les journaux royalistes un démenti, qui soit dit en passant, est tombé dans l'eau puisque ces messieurs n'ont pas voulu nous mettre en demeure de faire la preuve de ce que nous avions avancé.

Le monsieur dont nous parlons dit qu'il a reçu une lettre de la rue de Poitiers, qui lui offre la candidature royaliste que ces vieux lui préparent, et comme on le pense bien, il a accepté avec empressement.

Si cette candidature devient sérieuse, nous fournirons à nos amis de Paris de précieux renseignements.

Jusque là, par respect pour l'uniforme français, nous ne pousserons pas plus loin nos investigations.

L'Italie au Peuple, journal de Rome du 21 mai, publie un article dont nous extrayons les principaux passages :

« Non, Bologne n'a point cédé; non, elle n'a pas capitulé, il est vrai qu'au moment où nous écrivons ces paroles, Bologne est occupée par les armes autrichiennes, mais nous croyons que ceux qui ont capitulé ont mal compris l'esprit et la volonté du Peuple. Ils ont cru sans doute qu'il était désireux, ce Peuple décimé par huit jours de combat, de survivre à la partie.

« Si le riche, en capitulant, pensait à sa vie et à sa fortune, le Peuple, lui, tombait comme tombent les grandes choses, en entassant autour de lui des monceaux de ruines. Bologne, comme toute cité italienne, est toute dans le Peuple, et n'est pas Peuple qui compte ses ennemis.

Le peuple acceptera-t-il la capitulation? livrera-t-il ses armes aux mains autrichiennes? Nous ne le croyons pas. S'il a été trahi par une autorité, illégitime puisqu'elle capitulait, si la peur et non la perfidie a vaincu les magistrats de Bologne, si l'étendard papal flotte sur les tours de l'héroïque cité, ne perdons pas courage, espérons encore; comptons sur des *Vépres bolonaises et romagnoles* qui surpasseront l'antique victoire sicilienne.

« Il est temps de sortir des voies de la faiblesse. Que l'italien qui se préfère à la République imite les lâches, qu'il fuie! mais qu'on ne dise jamais que nos cités républicaines survivent à la liberté et replacent leur tête sous le joug papal, quand une meche allumée et l'éclat d'une mine peuvent nous venger des ennemis et des traîtres. Que nos villes tombent, que nos maisons soient détruites par nos mains, que la patrie périsse, si elle doit redevenir esclave, et de sa ruine sortira notre salut.

Il paraît que le roi de Naples, avant de se mettre en campagne, avait obtenu du gouvernement français l'engagement qu'on marcherait de concert avec ses lazzaroni lorsqu'il envahirait les états romains.

En effet, le roi bombardeur, découragé par les deux défaites qu'il vient d'essuyer, a protesté contre la conduite de la France. On dit que dans sa note il se plaint amèrement de ce que le général Oudinot ait laissé ses soldats l'arme au bras pendant que Garibaldi repoussait les Napolitains. Ferdinand qualifie l'inaction des Français de trahison.

Décidément, les rois sont atteints d'aliénation mentale. (Réforme.)

Algérie.

Nous recevons d'Oran une lettre dans laquelle se trouvent ces lignes :

« La colonne du général Pélissier est rentrée, à Oran, après 75 journées de marches, de fatigues et de privations inutiles. On a dépensé à peu près un million sans avoir eu la satisfaction de brûler une amorce. En revanche, nos soldats ont été rotis par le soleil du désert, et décimés par les fièvres et les dysenteries...

« ... Les élections dans les régiments ont été généralement rouges comme à Alger. Malheureusement, les noms des candidats républicains de quelques départements, ont manqué, grâce au mauvais vouloir de l'administration, qui

n'a rien négligé pour entraver la liberté des élections. »

Assemblée législative.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU RÉPUBLICAIN.

Suite et fin de la séance, du 1er juin

A cinq heures et demie, le président occupe le fauteuil, et les représentants reviennent à leurs sièges respectifs.

LE PRÉSIDENT. J'ai une triste et douloureuse nouvelle à vous apprendre. M. Crespel de Latouche, notre estimable collègue, vient d'être emporté dans moins de trois jours par une violente attaque de choléra. (Vive et profonde sensation.) Je vais tirer au sort la députation chargée d'assister à ses obsèques. On enverra à domicile des lettres de convocation.

Ce tirage a lieu au milieu de l'émotion la plus grande. LE CIT. PRÉSIDENT. J'annonce à l'Assemblée que l'on va bientôt faire connaître le résultat de l'élection des vice-présidents et des secrétaires. Les questeurs seront, je le répète, nommés dans la séance de demain.

J'ai l'honneur, ajoute le cit. Kératry, d'avertir l'Assemblée que ses délibérations auront lieu provisoirement dans le local voisin. Je lis l'ordre du jour de demain.

Samedi à midi, réunion dans les bureaux : suite de l'examen des pouvoirs.

A une heure, séance publique : installation du bureau définitif de l'Assemblée ; scrutin pour la nomination des questeurs ; suite de la vérification des pouvoirs.

UNE VOIX. Et après, on s'en va ! (Rires.) LE PRÉSIDENT. Non pas, la séance n'est pas levée; les bureaux vont, dans quelques instants, m'envoyer le résultat sur la nomination des membres devant composer le bureau de l'Assemblée.

A six heures, le président donne connaissance du résultat suivant du scrutin des quinze bureaux.

Nombre des votants	597
Majorité absolue	299
Le cit. Baroche a obtenu	408 suffrages.
Général Bédau	399
Jules de Lasteyrie	394
Denis Benoist	382
Deseze	377
De Tocqueville	356
Felix Pyat	165
De Lamennais	153
Baune	148
Boichot	141
Deville	139
Mathieu (de la Drôme)	138
Napoléon Daru	90
Lamoricière	59
Jules Grévy	45
Léon Faucher	15

Le président proclame vice-présidents les citoyens Baroche, Bédau, Jules de Lasteyrie, Denis Benoist, de Seze et de Tocqueville.

Voici le résultat pour la nomination des secrétaires :

Nombre des votants	595
Majorité absolue	298
Les citoyens Arnaud (de l'Arriège) a obtenu 425 voix. — Peupin, 417. — Lacaze, 407. — Chapot, 394. — Heeckeren, 377. — Bérard, 370. — Commissaire, 156. — Bertholon, 152. — Nadaud, 149. — Jules Leroux, 146. — Gambon, 144. — Baudin, 140. — Oscar Lafayette, 55.	

Les cit. Arnaud (de l'Arriège), Peupin, Lacaze, Chapot, Heeckeren et Bérard sont proclamés secrétaires à l'Assemblée législative.

La séance est levée à sept heures.

Séance du 2 juin. — Présidence du cit. Kératry, président d'âge.

L'installation de l'Assemblée dans l'ancienne salle a apporté un bouleversement dans toutes les dispositions. L'exiguïté de l'enceinte et surtout des tribunes réservées à la presse a forcément empêché d'admettre les habitués nécessaires; c'est ainsi que, malgré des efforts et son insistance, notre rédacteur n'a pas non seulement trouvé sa place ordinaire, mais même toute autre place, nous ne pourrions donc pas donner le compte-rendu aussi complet que d'ordinaire.

A une heure et demie le nouveau bureau a été installé.

Le cit. Dupin prend place au fauteuil et donne l'accablade d'usage au cit. Kératry.

Je consacrerai, a dit le nouveau président, toute mon énergie pour justifier votre confiance, mon énergie me suffit. J'emploierai mes forces. (Applaudissements.)

Les élections de la Seine ont été rapportées. Elles ont été validées.

Le cit. L'Herbette fait le rapport de l'élection de Loir-et-Cher en ce qui touche le cit. Germain Sarrut, nommé à une majorité absolue de plusieurs milliers de voix. Il déclare qu'une protestation déposée par le cit. Clary, commandant de la garde mobile, signale le cit. Sarrut comme en état de faillite. Le cit. Clary demande que l'élection du cit. Sarrut soit déclarée nulle, et que lui, cit. Clary, le premier à la suite, soit déclaré représentant.

Le cit. L'Herbette, après avoir repoussé cette prétention du cit. Clary, conclut à la non admission du cit. Sarrut.

Le cit. Sarrut prend la parole au milieu du plus profond silence. Il déclare que le citoyen Clary n'aurait pas eu besoin de descendre à des moyens odieux de dénonciation, s'il eût bien voulu se rappeler que c'était lui-même (le citoyen Sarrut) qui, dans une lettre adressée, le 10 mai, aux électeurs de Loir-et-Cher, leur avait déclaré qu'il venait se placer au-dessus des tristesses de l'amour-propre, pour faire arriver à la conquête des principes du vrai dans l'interprétation de la loi. Le citoyen Sarrut déclare qu'au-dessus des réhabilitations de la loi, il doit y avoir, pour l'homme d'honneur, une haute réhabilitation morale, celle-là, dit-il, ne m'a jamais fait défaut, et c'est pour que je l'eusse complète que mes concitoyens m'ont appelé successivement à la Constituante, au Conseil général, au commandement de la garde nationale, à la Législative.

Et, comme le citoyen L'Herbette s'était servi du mot indulgence! Sachez, a répondu le citoyen Sarrut, que je n'ai jamais réclamé l'indulgence de personne, et que je ne réclame pas celle de la chambre, je n'en ai pas besoin. Ce que je réclame, c'est l'interprétation de la loi écrite. Je n'ai jamais été déclaré en faillite personnelle, et si la compagnie du système nouveau de chemin de fer que je représentais, a été arrêtée dans sa marche, c'est que le gouvernement d'alors fut effrayé de l'immense perturbation que notre système économique apportait dans tous les jeux de bourse; c'était la banqueroute que nous imposions au passé en fécondant l'avenir. Nous dûmes succomber, mais la loi ne frappe pas, et je peux m'appliquer les paroles de Napoléon qui déclarait au Conseil d'Etat, que les hommes dans ma position n'entraient pas dans la société et devaient y reprendre leur rang et leurs droits. Je peux dire avec le citoyen de Ségor, le savant interprète des créateurs de code, que j'ai le droit d'exiger hautement l'estime.

Le cit. Larabit conclut, malgré les protestations dirigées contre les élections, à ce qu'elles soient validées.

La chaleureuse improvisation du cit. Sarrut a produit une profonde impression dans l'Assemblée. Toutefois, le vote a pris immédiatement un caractère politique, et toute la cohorte monarchique s'est levée contre son admission.

Le cit. Sarrut a annoncé lui-même à la tribune qu'il se représenterait au suffrage de ses concitoyens.

LE CIT. O. BARROT monte à la tribune. (Attention.) Je commence par vous donner communication de la nouvelle composition du ministère :

Odilon Barrot, justice et présidence du conseil ; — Dufaure, intérieur ; — Tocqueville, affaires étrangères ; — Rulhières, guerre ; — Falloux, instruction publique et cultes (à ce nom toute la droite fait retentir la salle de bruyants applaudissements) ; — Passy, finances ; —

Tracy, marine ; — Lanjuinais, agriculture et commerce ; — Lacrosse, travaux publics.

Après avoir fait cette communication, le cit. Odilon Barrot annonce qu'au nom du président de la République il remettra un compte-rendu de nos affaires.

Le cit. Larabit fait le rapport des élections de l'Aude.

Un orateur déclare que l'évêque de Carcassonne a colporté comme liste bonne, liste des honnêtes gens, les noms de réactionnaires. (Murmures et exclamations à droite.)

L'évêque a tenu des discours privés. (Oh! oh! à droite.) Il ne s'est pas contenté de faire l'apologie de la propriété, de la famille, ces banalités, ces grands principes que nous, socialistes, reconnaissons aussi bien que vous. (Très bien, très bien.) Il a injurié en chaire les rouges, les socialistes. (Lisez donc les journaux, puisque vous êtes rédacteurs de l'Assemblée Nationale.) Je demande une enquête ou que l'on ait à renvoyer les faits devant le ministre de la justice. Je demande qu'on ordonne une enquête.

Le cit. Larabit s'appuie sur les faits contenus dans la protestation; mais ces faits nous ont semblé dénués de preuves.

Tous les citoyens, tous électeurs, ont le droit de s'occuper des élections. Rendez-vous donc compte, dans le suffrage universel, des efforts de chacun. (Murmures.) Je conclus à l'adoption.

Le cit. Corally monte à la tribune.

Je viens préciser les faits.

Il n'est pas possible que nous ne nous occupions pas de 12 protestations émanées de 10 cantons, reposant sur des faits différents.

Mais vous doutez; on ne peut pas se plaindre de l'influence des maîtres sur leurs domestiques, mais lorsqu'il y a des actes, des tortures..., nous devons apprécier. (Murmures.) Trois domestiques ont été renvoyés pour ne pas avoir voté comme leurs maîtres. (Exclamations.) Le commissaire a déclaré qu'en votant pour les blancs, on aurait droit à des distributions de pain. (Mouvement d'indignation.) La séance continue.

Bourse du 2 juin 1849.

La liquidation est terminée; les agents de change pansent les nombreuses blessures de leurs clients, ils en souffrent eux mêmes considérablement.

On annonce la nomination du ministre Dufaure, O. Barrot, Passy et de Tocqueville. La rente remonte beaucoup.

Le 5 p. 0/0 ouvre comme hier à 81 75 pour arriver à 83 et finir à 82 90 fin juin courant et 82 50 au comptant; c'est une hausse de 1 fr. 15 c.

Chronique locale.

M. Bryon, vieux magistrat de la restauration, vient d'être installé premier président de la cour d'appel, nous allions dire royale; son speech a été ce qu'il devait être, un réquisitoire contre la démocratie socialiste. Après avoir déploré 1830 qui, a-t-il dit, avait vainement tenté ce que prétend réaliser 1849, il fait une magnifique tirade contre les théories sociales. Le droit au travail, s'est-il écrié, c'est la destruction de la propriété et de la famille. Il paraît, d'après M. le premier président, que la propriété et la famille reposent sur le droit à la faiméantise. Ce n'est pas notre avis; toutefois il est vrai que si nous avions un aussi gros traitement que M. Bryon, nous penserions peut-être comme lui que le droit de travailler est chose dangereuse ou au moins inutile.

Nous avons cru jusqu'à ce jour que la magistrature devait être étrangère aux questions politiques et ne connaître que la loi. Pas du tout, M. le président veut que la magistrature s'unisse intimement au gouvernement et aux amis de l'ordre, car si les socialistes triomphaient, la chute de ce qui est pourrait entraîner la sienne. Ma foi, c'est bien possible.

— Jeudi, le curé de Fontaine, appelé auprès d'une jeune fille qui se mourait, a refusé de se déranger. Monsieur était à la campagne, a-t-on répondu, et le soir, à onze heures, la pauvre jeune fille rendait l'âme. Le lendemain, ce digne serviteur de Dieu a encore fait des siennes. La décédée était d'une famille pauvre, on a refusé de mettre sur sa bière le drap mortuaire acheté par les habitants de la commune, et pour lequel la mère de la défunte avait souscrit comme les autres. Bah! monsieur le curé l'a voulu ainsi! Est-ce que tout le monde ne devait pas obéir? Dans le fait on a obéi.

— Les récompenses tombent comme la pluie sur les fidèles. Hier, M. Loyson était nommé officier de la Légion d'Honneur. Aujourd'hui, M. Alcock, le fameux président du fameux banquet réformiste à 5 fr., de décembre 1847, que ses bons services... à la Constituante recommandaient puissamment à la camarilla de l'Elysée, vient d'être nommé conseiller à la cour de cassation.

M. Alcock, quoique représentant, avait conservé sa place de procureur-général à Lyon.

Nouvelles étrangères.

Allemagne.

Des voyageurs, arrivés hier soir de Mannheim, annoncent qu'au moment où ils quittaient cette ville, on y sonnait le tocsin, on battait la générale et on appelait tout le monde aux armes.

Il paraît que les troupes badoises ont franchi la frontière près de Weinheim, et qu'elles ont fait irruption dans le grand duché de Hesse-Darmstadt.

On prétend aussi, et nous avons malheureusement des raisons de croire à la vérité de cette nouvelle, que la ville de Worms, qui était occupée par les corps francs, après un bombardement de plusieurs heures, est tombée aux mains des troupes hessoises et mecklembourgeoises, qui l'ont prise d'assaut; les femmes et les enfants occupaient les barricades. Il s'en est suivi, dit-on, un affreux massacre.

(Courrier du Bas-Rhin.)

BADE, 27 mai. — Le journal officiel de Carlsruhe contient aujourd'hui un appel à la nation française, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité :

« Français, nos frères, y est-il dit, nous vous attendons, vous serez reçus au cri de : Vive la démocratie universelle! Nous combattrons sous le même drapeau contre les tyrans conjurés.

« Les rives du Rhin deviendront le champ de bataille, le champ de la victoire de la fraternité des Peuples, le besoin des conquêtes est étranger aux nations libres.

« Le Rhin, le Rhin! tel a été longtemps le cri de conquête de la France; qu'il devienne aujourd'hui le cri de ralliement de ceux qui veulent la liberté européenne, la fraternité des nations.

« Nous vous appelons donc, ô nos frères de France! venez sur le Rhin.

« La liberté de l'Europe est en péril; la France ne peut pas désertier le poste de l'honneur. En avant! au nom de la liberté, de l'égalité, de la fraternité. »

On annonce de Bretten, en date du 28 mai, qu'une grande assem-

blée populaire a eu lieu ; pour empêcher la garnison wurtembergeoise d'y assister, on l'a fait partir à cinq heures du matin. Badois et Wurtembergeois confondus ont déclaré que la dernière heure des princes a sonné.

Nous apprenons que le corps de réserve de Radetzki, fort de 15,000 hommes et cantonné dans le Vorarlberg, va s'avancer dans l'Allemagne méridionale, et marcher sur Bade.

RAISERSLAUTERN, 27 mai. — La légion des étudiants du Palatinat a publié un appel à tous les étudiants de l'Allemagne, en les invitant à venir, en armes, se joindre à elle. Le recrutement continue à se faire avec une grande activité.

L'emprunt forcé est déjà réalisé ; tous ceux qui n'ont pas 40,000 florins de fortune ont été dispensés d'y concourir. Les fortunes plus élevées ont concouru dans une proportion progressive pour une quote-part de 250 à 30,000 florins.

FRANCKFORT, 29 mai. — L'Assemblée nationale continue à discuter sur l'opportunité de sa translation. Un grand nombre de membres s'y opposent en déclarant qu'ils ne la suivront pas ailleurs.

Une députation de Carlsruhe est arrivée ici pour inviter, dit-on, le grand-duc de Bade à revenir dans sa capitale. On ne connaît pas sa réponse ; ce qu'il y a de certain, c'est que Son Altesse est repartie pour Coblenz, après s'être entretenue à diverses reprises avec le vicaire général de l'empire.

L'Indépendance belge, du 28, annonce que le grand-duc de Bade est arrivé, le 26, à Bruxelles, sous le nom de comte de Lindenau.

VIENNE, 26 mai. — Aujourd'hui toute incertitude a disparu. Bade est bien positivement tombée aux mains des Hongrois (La Gazette universelle d'Augsbourg confirme la nouvelle). Le commandant de la forteresse, le général Henzi, après un combat sanglant, pendant lequel un régiment italien a passé aux Magyars, a été fait prisonnier et transporté au quartier général de Gorgey. On dit que 800 hommes de la garnison ont été passés au fil de l'épée. Le reste s'est rendu.

P. S. L'Assemblée de Francfort vient de prendre une grave résolution ; elle vient de décider, par 71 voix contre 64, qu'elle se transférerait à Stuttgart, capitale du Wurtemberg, et centre de l'Allemagne méridionale et révolutionnaire.

Suisse.

NEUCHÂTEL, 26 mai. — On lit dans le *Républicain Neuchâtelois*, journal Suisse.

A la fin de la séance d'hier, le conseil national a voté la résolution suivante, à la majorité de 60 voix contre 37 :

1°. Que les capitulations militaires sont incompatibles avec la dignité et l'honneur de la Confédération.

2°. Que le conseil fédéral est invité à faire résilier toutes les capitulations et de dresser un rapport.

3°. Que le conseil fédéral est en outre chargé de faire exécuter la suppression des capitulations.

4°. Que tout recrutement pour service militaire étranger est interdit dans toute l'étendue de la fédération.

Honneur au Conseil national !

— A Brescia, Radetzki impose une contribution de 40,000 livres autrichiennes, pour élever une colonne aux mânes des Croates tués dans l'assaut donné à la ville.

On y inscrira leurs noms.

FAITS DIVERS.

Nous lisons dans les journaux judiciaires :

« Les journaux le *Peuple*, la *Révolution démocratique et sociale*, ont été saisis aujourd'hui à la poste et dans leurs bureaux.

« Le gérant du *Peuple* et le cit. Proudhon, son rédacteur en chef, sont poursuivis pour provocation à la désobéissance aux lois.

« Le gérant de la *Révolution démocratique et sociale* aura à répondre à la double prévention d'excitation à la haine et au mépris des citoyens les uns contre les autres, et de provocation à la guerre civile. »

Tout comme sous Charles X et Louis-Philippe ! Le parquet républicain ne veut rien avoir à envier aux Bérard, aux Marchangy, aux Persil, aux Hébert.

— Il est très certain qu'un service de pigeons est organisé entre Lyon et Bourges, au moyen duquel les loups-cerviers opèrent sur les cours de Paris de la veille, tandis que la Bourse est censé n'opérer que sur les cours de l'avant-veille.

Un journal de province signale ce manœuvre à l'autorité.

— Quelques statistiques électorales classaient le citoyen Pierre Bonaparte parmi les représentants de la Montagne. Le cousin du président avait, en effet, manifesté quelquefois un républicanisme très ardent. Hier il s'est expliqué ; il a crié dans l'Assemblée : Vive la République démocratique ! A bas la République sociale ! Au fait, tous les Bonaparte doivent tourner à l'Elysée. C'est le seul cri à bas ! que le *Moniteur* ait enregistré.

(Journal de la vraie République.)

— L'armée hongroise s'élève à 396,400 hommes, y compris les corps francs, mais abstraction faite de 50,000 hommes de recrues nouvellement votés. Ces troupes sont divisées en onze corps d'armée commandés par Bem (Polonais), Georgey (Magyar du nord de la Hongrie), Damianich (Croat), Perczel (Slowake), Geyon (Irlandais), Klapka (Rer), Dennenberg (Israélite hongrois de Saint-Mikoliz), Gaspar (Slowake), Vetter (Allemand magyarisé), et Aulich (Allemand). La cavalerie se compose de 27 régiments de 2,000 à 4,000 hommes, formant au total de 55,000 hommes et de 40,000 hommes de cavalerie irrégulière (diskosse ou pâtres à cheval). L'artillerie compte 408 pièces.

(Gazette d'Aix-la-Chapelle, 30 mai.)

— D'après quelques renseignements que le journal le *Pays* dit avoir lieu de croire exacts, il serait fortement question de la réorganisation de l'ancien ministère de la police. La préfecture actuelle de police n'aurait plus que des attributions municipales. Le ministère de la police comprendrait toute la police de la République, et les anciens cadres, si parfaitement organisés par le duc d'Otrante, serviraient de base à cette réorganisation.

On ne doit nullement s'étonner de voir l'autorité porter toute son attention vers la réorganisation de la police, seul moyen de gouvernement qu'elle conçoive, seul moyen aussi qu'elle ait de prolonger son existence de quelques heures.

—Après la Révolution de 1880, la discussion de la Charte et de ses commentaires a longtemps vécu sur le « programme

de l'Hôtel-de-Ville » où la République future trouvait des promesses et l'opposition présente des principes immédiatement applicables.

La Révolution de 1848 a aussi eu son « programme des barricades. » La République sociale y trouve son but et son moyen : abolition du prolétariat, abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme ; droit au travail. C'était le cri du peuple sur les pavés du 24 février.

Les programmes révolutionnaires finissent toujours par prévaloir sur les chartes qui les suivent.

— *Piémont.* — La guerre malheureuse de l'indépendance a causé au Piémont : une dépense de . . . 133,000,000

Auxquels il faut ajouter les dépenses non liquidées qui s'élèvent à peu près à 14,000,000.

S'il faut payer à l'Autriche au minimum pour l'indemnité de guerre, 180 millions ;

Si on réunit à cela la dette antérieure de 112,500,000 francs.

Le déficit sur le bilan de 1849 est de QUARANTE-TROIS millions.

Voilà ce que nous a valu l'aristocratie. Qu'on nous donne maintenant des preuves sur la trahison de Novare ; que le cit. Presnis fasse de nouveau appel à la conscience publique. L'exécution de Ramorino nous prouve que le Piémont a été trahi et qu'on a voulu ensevelir dans la tombe des secrets horribles, s'ils avaient été révélés. (*Patriote Savoisien.*)

— On lit dans le *Sun*, journal anglais, du 31 mai :

« Le mariage du comte de Montemolin est un fait important. On dit que le prince renoncera probablement à la couronne d'Espagne, sous la condition qu'on lui fera une position de fortune s'accommodant avec son rang. »

VARIÉTÉS.

Lettre de Gros-Pierre le socialiste au cit. Théodore Muret, le royaliste.

Citoyen,

Permettez à pauvre paysan, qui n'a pas comme vous l'habitude de manier la plume, de vous adresser quelques modestes observations sur votre ouvrage intitulé : *La Vérité aux ouvriers, aux paysans et aux soldats*. Je suis paysan, puisque j'habite la campagne et n'ai qu'une pauvre chaumière ; ouvrier, puisque je vis du travail de mes bras ; et soldat, parce que j'ai servi la patrie pendant plus de dix années ; donc, votre livre me convient sous ce triple rapport.

Je l'ai lu, parce que je suis avide de m'instruire, et qu'avant tout j'aime la vérité de quelque point qu'elle parte.

Je dois vous avouer, citoyen, que je suis étonné de voir que vous ayez si peu justifié votre titre, à moins qu'il n'y ait deux vérités : une pour les royalistes et l'autre pour les républicains. Je crois pourtant, dans ma simplicité, qu'il ne peut en avoir qu'une ; car le vrai est un, et il faut, dans la situation où se trouve le pays que l'un des deux partis ait tort. Que vous jugiez à votre convenance de défendre les intérêts de la bourgeoisie, rien de mieux, puisque cela vous plaît ; mais que vous disiez, en défendant le privilège, la vérité à ceux qui souffrent depuis tant de siècles de l'abus du privilège, c'est ce que je nie.

Il faut, citoyen, avoir une bonne dose de courage pour lire votre livre, qui est bien méchamment écrit, car si vous n'avez pas trempé votre plume dans le sang, comme nous autres républicains, vous l'avez tout au moins trempée dans le fiel le plus amer, ou dans l'encrier de M. Faucher et compagnie.

Un mauvais livre est une mauvaise action, quand il est destiné à répandre parmi les citoyens la haine et la colère, et le but de votre livre est bien réellement de faire aux républicains-socialistes tout le mal que vous pourrez.

Je ne suis ni homme de sang, ni homme de lutte, je vis tranquillement au coin de mon foyer, je fais autant de bien que je puis, et si je suis républicain-socialiste (ce mot doit vous sembler dur dans la bouche d'un paysan), c'est que j'ai eu faim moi-même bien souvent, et mon cœur se serre en pensant qu'autour de moi il y a encore tant de maux que je ne puis soulager.

Croyez-vous, citoyen, que si le comité de la rue de Poitiers avait employé à soulager la misère publique les 200 mille francs qu'il a gaspillés en mauvais livres, il n'aurait pas mieux fait ? Et je mets le vôtre au nombre des plus mauvais.

Tenez, permettez-moi de vous dire ma pensée : si vous vouliez enlever aux socialistes toute popularité, il fallait améliorer les conditions du prolétaire, faire ce qu'ils annoncent sur leur programme, et alors vous eussiez non seulement eu pour vous la population souffrante et laborieuse, mais encore les socialistes qui vous eussent tendu la main, car le bien est toujours le bien.

Je préfère à vous, M. Granier de Cassagnac : il est franc au moins, et quand il dit nettement qu'il faut nous tuer à coup de fourches ou de fusil, il n'y va pas par quatre chemins. Il n'examine pas si nous avons raison ou tort ; il comprend que nous ne pouvons respirer le même air que lui, et il conseille tout bonnement de nous tuer jusqu'au dernier. J'aime au moins cette naïveté ; mais vous venez tout doucement au nom des grands principes de la propriété, de l'ordre et de la famille, répandre le fiel et le mensonge pour que les partis prennent le fusil et que de nouvelles journées de juin permettent aux émules de Cavagnac et de la République honnête de M. Marrast de faire curée de victimes humaines.

Ceci est mal, citoyen, parce que c'est lâche ; le journal la *Patrie* n'eût pas fait mieux, et sans doute que les lauriers de M. Delamarre vous empêchaient de dormir. Triste ambition, que celle de passer pour un calomniateur et un malhonnête homme !

Vous voyez que je vous dis franchement ma pensée, et il a fallu, je vous l'avoue, que je fusse bien vivement indigné en lisant votre livre, pour que je me décidasse à poser la bêche pour prendre la plume.

Procédons par ordre ; vous commencez par un préambule de mauvais goût : vous déclarez que vous n'êtes pas noble ; mais fils de commerçant, honorant le travail fut-ce par sou-

venir de famille.

Souscription recueillie dans les bureaux du *RÉPUBLICAIN* pour la distribution gratuite du journal dans l'armée et dans les campagnes.

Souscription recueillie dans la 5e compagnie du 1er bataillon du 2e Léger, 2 f. 80 c.

Le citoyen Pierre Parent jeune est décédé cette nuit. C'est une perte sensible pour notre parti. Bon, dévoué et sympathique, son cœur, sa bourse, s'ouvraient à toutes les souffrances, et jamais un malheureux ne s'est adressé vainement à lui.

Il a succombé à une douloureuse maladie, qui le poursuivait depuis longtemps ; il avait été obligé de se retirer dans une maison de santé, à Serin, ou, après quelques alternatives entre la vie et la mort, il est décédé.

Ses obsèques auront lieu aujourd'hui lundi, le convoi partira de Serin pour se rendre à Loyasse, à 4 heures et demie.

Tous ses amis politiques, tous ceux qui ont pu apprécier son caractère, sont invités à ses funérailles.

Le Gérant, BUREL.

Lyon. Imprimerie de Rodanet et Comp., rue de l'Archevêché, 3.

CABINET DE CONSULTATIONS GRATUITES

POUR LES DÉMOCRATES MALHEUREUX :

Hommes, Femmes, Filles, Veuves et Orphelins quelconques.

L'on se charge de suivre toutes leurs affaires civiles, commerciales et correctionnelles devant les tribunaux, les cours d'appels et d'assises de Lyon, de 7 à 9 heures, rue Grolée, n° 23, au premier. — On répond du succès.

LE MANDATAIRE, Compagnie constituée pour le rachat des polices d'assurances sur la vie. — Le remboursement des titres de rente sur l'Etat. S'adresser à la Direction du département du Rhône, de 9 heures du matin à quatre heures du soir, rue Centrale, 14 au 2°.

ACTIVITÉ ET CÉLÉRITÉ.

FACTEURS PARISIENS.

DISTRIBUTION A DOMICILE

Des Lettres de faire part, Billets d'invitation, Cartes de visite, Avis Circulaires, Prospectus, Cartes d'adresse et toutes sortes d'Imprimés.

Prix courant :

Lettres de faire part. le cent. 2 fr. » c.
Billets d'invitation et Cartes d'adresse. 1 50
Avis, Circulaires, Prospectus et Cartes d'adresse. 75
Sur une plus grande quantité l'on traitera à plus bas prix.
Il sera perçu un centime pour toute adresse mise au Bureau.
La distribution se fera immédiatement après la réception.

DIRECTION A LYON, PLACE DES CÉLESTINS, 9, A L'ENTRESOL.

On se charge de la vente de Propriétés et Fonds de commerce, Achat, Vente et Recouvrement de créances, Correspondance avec toute la France.

M. BONToux jeune, directeur de cette administration, ne négligera rien pour mériter la confiance de ses clients.

MALADIES SECRÈTES

PHARMACIE DE PH. QUET,

Rue de la Préfecture, 5, à Lyon.

Maison de confiance pour la bonne préparation des remèdes employés pour la guérison des maladies secrètes, dartres, gales, syphilis, etc.

Dépôt des capsules au BAUME DE COPAHU PUR, sans odeur ni saveur, contre les écoulements anciens ou récents.

INJECTION ASTRINGENTE d'un effet assuré dans les cas chroniques qui auraient résisté à tout autre remède.

SUSPENSOR ELASTIQUE indispensable à ceux qui montent à cheval ou qui font de longs exercices.

Pharmacie Bayon,

Rue Neuve, 7.

GUÉRISON prompt et sûre des Maladies anciennes et nouvelles, par l'Essence de Salsepareille. (Extrait alcoolique de salsepareille du codex medicamentarius, publié par ordre exprès du gouvernement et approuvé par l'Académie de médecine.)

PRIX du 1/2 litre : 5 fr.

Nous prévenons le public que depuis sept ans nous nous occupons de la fabrication de ce produit que nous livrons dans son plus grand état de pureté.

On trouve aussi dans notre pharmacie l'injection TANNIN, souveraine pour guérir les écoulements les plus opiniâtres. (A franchir.)

TRAITEMENT SIMPLIFIÉ.

GUÉRISON prompt et radicale des maladies secrètes et de la peau, Vices du sang, Dartres, Gales, Boutons, etc. etc., par l'ESSENCE CONCENTRÉE DE SALSEPAREILLE D'AMÉRIQUE, remède entièrement végétal.

Prix : 5 francs le flacon.

INJECTIONS INFALLIBLES.

Extraits du Traité de Thérapeutique du D. LUPPI, Pour guérir en trois ou quatre jours seulement les gonorrhées ou écoulements, même les plus invétérés.

Prix : 3 fr.

Chez CAMUSET, pharmacien, place des Carmes 14, vis-à-vis de l'hôtel du Parc, à Lyon.